



LA FIN DE LA MÉGAMACHINE

Fabian
Scheidler

Sur les traces d'une civilisation en voie d'effondrement



LA FIN DE LA MÉGAMACHINE

Fabian Scheidler

LA FIN DE LA MÉGAMACHINE

Sur les traces d'une civilisation
en voie d'effondrement

TRADUIT DE L'ALLEMAND
PAR AURÉLIEN BERLAN

OUVRAGE TRADUIT AVEC LE CONCOURS
DU CENTRE NATIONAL DU LIVRE

Éditions du Seuil

57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e

ISBN 978-2-02-144560-2

www.megamachine.fr

© Éditions du Seuil, octobre 2020

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

INTRODUCTION

Quelques jours après l'investiture du président des États-Unis Donald Trump en 2017, deux événements ont eu lieu simultanément : tandis qu'à la bourse de New York, le Dow Jones dépassait pour la première fois la barre des 20 000 points, les aiguilles de la *Doomsday Clock* indiquaient minuit moins deux minutes et trente secondes, s'approchant ainsi de l'heure fatidique comme jamais depuis 1953. Imaginée au début de la guerre froide par d'éminents scientifiques, cette « horloge de la fin du monde » est régulièrement mise à l'heure pour faire prendre conscience des menaces nucléaires, écologiques et technologiques. Quand les investisseurs hurlent de joie, l'humanité s'enfoncé dans une nuit noire : difficile d'exprimer plus clairement que notre système économique entre en voie de collision avec la Terre et ses habitants. Ce que fête la bourse, c'est notre perte.

Nous sommes actuellement les témoins de la manière dont toute une planète, après quatre milliards d'années d'évolution, est consumée par une machinerie économique globale qui engendre simultanément des quantités abyssales de biens et de déchets, des richesses folles et une misère de masse, des salariés surchargés de travail et des chômeurs qui tournent en rond. Un extraterrestre qui nous rendrait visite ne pourrait trouver ce système qu'insensé. Et pourtant, il n'est pas dépourvu d'une certaine rationalité. Le noyau dur de cette rationalité consiste dans la multiplication à l'infini de colonnes de chiffres sur les comptes en banque d'un nombre relativement restreint d'êtres humains. Quarante-deux hommes possèdent aujourd'hui autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale¹. Accroître les fortunes colossales d'une petite caste de super-riches semble être le seul et ultime objectif de la mégamachine globale. La Terre est saccagée pour que les zéros s'ajoutent sans fin aux zéros.

Au fond, presque tout le monde sait à quel point ce système malade, et qui rend malade, est destructeur. D'après les sondages, 88 % des Allemands souhaiteraient un autre système économique². En France, c'est à peine différent³. Même en Grande-Bretagne et aux États-Unis, l'adhésion à l'économie capitaliste est en chute libre, en particulier chez les jeunes⁴. Les époques d'enthousiasme pour le progrès et d'euphorie capitaliste sont bien loin de nous. Parmi toutes celles et tous ceux avec qui j'ai parlé au cours des dernières années – qu'ils soient conservateurs, de gauche, écologistes,

jeunes ou vieux –, presque personne ne croit honnêtement que le système ait un avenir. Pourtant, ce qui domine en même temps, c'est un désarroi angoissant. En dépit de son caractère manifestement destructeur, il semble que l'engrenage ne puisse être arrêté. Après le fiasco de décennies de négociations sur le climat qui n'ont pas permis de poser des objectifs contraignants de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre, de stériles conférences mondiales sur la faim et, au mieux, de modifications cosmétiques d'un système financier hors de contrôle, presque plus personne aujourd'hui n'attend sérieusement des gouvernements qu'ils impulsent un changement global de direction. Bien que, chaque jour, on en sache plus sur les conséquences fatales qu'entraîne le fait de continuer ainsi, les capitaines qui sont à la barre du grand vaisseau maintiennent imperturbablement le cap vers un naufrage qui sera, à coup sûr, mortel.

C'est d'autant plus étrange que, contrairement à ce que l'on entend souvent, ce ne sont pas les alternatives qui manquent. On pourrait organiser de manière complètement différente presque tous les secteurs de notre société et de notre économie : en quelques années, toute la surface agricole de la planète pourrait être convertie en agriculture biologique, ce qui provoquerait une baisse significative des émissions de gaz à effet de serre⁵ ; un système monétaire orienté vers le bien commun pourrait remplacer le casino financier actuel et, depuis des décennies, on dispose de toutes sortes de concepts pour la production décentralisée d'énergies renouvelables,

pour des systèmes intelligents de transports publics, une division équitable du travail et des économies régionales⁶. Tout cela serait possible à condition que... – mais justement, à quelles conditions ? Quels sont précisément les facteurs de blocage qui empêchent ces possibilités de voir le jour, et pourquoi ? Pourquoi une civilisation qui, dans le monde entier, se présente comme porteuse de raison et de progrès n'est-elle pas capable de changer de cap pour abandonner une voie manifestement suicidaire ?

Ce livre tente de répondre à ces questions en racontant une histoire. Quand nous ne parvenons pas à nous expliquer le comportement d'une personne, quand nous la tenons pour folle, il est parfois utile de retracer son parcours. Les êtres humains agissent rarement sans raison. Mais il ne faut pas toujours chercher ces raisons dans le présent immédiat. Bien souvent, on les découvre plutôt dans le passé, quand les modèles de comportement se sont formés. Seul celui qui connaît sa propre histoire peut être capable de l'infléchir. Il en va de même des systèmes sociaux, qui sont bel et bien constitués d'êtres humains.

Les mythes de la modernité

On accuse souvent le triomphe politique du néolibéralisme de nous avoir fourvoyés dans une impasse mortelle en ayant aggravé, au cours des dernières décennies, les inégalités

sociales et les dégâts environnementaux. Ce n'est pas tout à fait faux, mais les causes du désastre – telle est la thèse de ce livre – sont en réalité plus profondes : le néolibéralisme est seulement l'aspect le plus récent d'un système bien plus vieux qui fut d'emblée, dès son apparition il y a environ cinq cents ans, fondé sur le pillage. Ce livre expose l'histoire et la préhistoire de ce système qui, avec une force d'expansion inédite, s'est diffusé dans le monde entier et a désormais atteint ses limites.

On peut considérer cette histoire de manières très différentes. La version standard – le mythe de la civilisation occidentale – nous parle d'un processus de progrès qui fut péniblement gagné mais a conduit pour finir, malgré les obstacles et les revers, à plus de bien-être, de paix, de savoir, de culture et de liberté. Dans cette perspective, les guerres, les catastrophes écologiques et les génocides sont des dérapages, des rechutes ou des effets secondaires non voulus d'un processus de civilisation qui, tout compte fait, a été positif.

Toute société entretient son propre mythe, lequel fonde et justifie l'ordre qui lui est spécifique. Le problème de ce genre de mythes est toutefois que, non content de nous fournir une image déformée du passé, ils réduisent aussi notre capacité à prendre les bonnes décisions pour l'avenir. Lorsque je crois être sur la bonne voie depuis très longtemps, celle qui me conduira tôt ou tard à un pays florissant, je poursuis mon chemin même si cette route est toujours plus cabossée, même si le paysage autour de moi est toujours plus dévasté

et que mes réserves en eau touchent à leur fin. Mais tôt ou tard, j'en arrive inévitablement au point de me demander si mes cartes sont correctes, si je les ai bien lues et si je suis sur la bonne route. Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Le désarroi général est l'occasion décisive de marquer une pause pour examiner les cartes avec un regard critique, les redessiner là où elles sont manifestement erronées et refaire le point. C'est ce à quoi ce livre veut contribuer.

Pour prendre une nouvelle direction, il faut commencer par changer de point de vue. Dans la perspective des vainqueurs de l'histoire – dont font aussi partie, en général, ceux qui écrivent les livres d'histoire – la saga du progrès fait complètement sens. Pendant que j'écris ce livre, par exemple, je suis assis dans une pièce chauffée, je bois du café, je regarde par la fenêtre et vois tomber les feuilles d'automne, tandis que ma fille joue au coin de la rue, dans un charmant jardin d'enfants. Tout semble en ordre. Du moins dans le petit espace-temps que j'embrasse du regard à ce moment.

Mais dès que j'élargis la focale et modifie le point de vue à partir duquel je considère les choses, une tout autre image s'offre à moi. Le membre d'un service de sécurité irakien qui surveille le pipeline acheminant le fioul avec lequel je me chauffe, et qui a perdu la moitié de sa famille pendant la guerre, voit par exemple un autre fragment du monde, il a vécu une autre histoire. Il en va de même de la paysanne qui cultive le café au Guatemala ou du travailleur dans une mine de coltan au Congo, lui qui extrait de la terre les minéraux

sans lesquels mon ordinateur ne fonctionnerait pas. Bien que je ne les connaisse pas, je suis relié à toutes ces personnes ; et si je veux raconter de manière réaliste l'histoire du système dans lequel je vis, il me faut également raconter leur histoire et celle de leurs ancêtres. Je dois sortir de ma bulle et regarder le monde à travers les yeux d'êtres humains dont les voix sont en général inaudibles, étouffées par les mégaphones du pouvoir.

Dans cette nouvelle perspective, le processus d'expansion qui a commencé en Europe il y a cinq siècles se révèle être une histoire qui, pour la plus grande part de l'humanité, fut d'emblée synonyme de déportation, de paupérisation, de violence massive – allant jusqu'au génocide – et de saccage des territoires. Cette violence n'est pas révolue. Il ne s'agit pas d'une maladie infantile du système mais de l'une de ses composantes structurelles et durables. Ce qui se profile à l'horizon, la destruction des conditions de vie de centaines de millions d'êtres humains par le changement climatique, nous le rappelle aujourd'hui.

La mégamachine

Mais de quel droit prétendre, au fond, que nous avons affaire à un *système* global et non à une simple juxtaposition d'institutions, d'idéologies et de pratiques ? Un système est plus que la somme de ses parties, c'est une structure fonctionnelle dans laquelle tous les éléments sont interdépendants,

aucun ne pouvant exister sans les autres. Il est évident qu'il y a quelque chose comme un système financier mondial, un système global de l'énergie ainsi qu'un système international de la division du travail, et que ces systèmes sont étroitement articulés. Toutefois, ces structures économiques ne peuvent fonctionner de manière autonome. Elles supposent l'existence d'États en mesure de faire valoir certains droits de propriété, de disposer d'infrastructures, de défendre militairement les voies commerciales, d'amortir les pertes économiques et de garder le contrôle sur les résistances suscitées par les injustices du système. Comme nous le verrons, les États militarisés et les marchés ne constituent pas deux pôles antagonistes. Au contraire, ils se sont développés de manière conjointe et restent jusqu'à aujourd'hui inextricablement imbriqués. On se plaît à opposer l'État au « libre marché », mais cette opposition est une fiction qui n'a rien à voir avec la réalité historique.

À côté de ses bases économiques et étatiques, le système repose structurellement sur un troisième pilier, de type idéologique. La violente expansion du système et les injustices qu'il engendre inévitablement furent dès le début justifiées par le récit selon lequel « l'Occident » serait chargé d'une mission historique, celle de sauver le monde⁷. Si c'est d'abord la religion chrétienne qui a élevé cette prétention, elle a ensuite été remplacée dans ce rôle par la « raison » et la « civilisation » prétendument supérieures, le « développement » ou encore le « marché libre ». Les écoles, les universités, les médias et les

autres institutions façonnant notre vision du monde, qui se sont toutes constituées au cours des Temps modernes en lien étroit avec les appareils de pouvoir militaire et économique, ont joué un rôle décisif dans l'élaboration et la diffusion de ce mythe – même s'il y eut toujours en leur sein d'importants mouvements d'émancipation.

Depuis les années 1970, la synergie entre ces trois piliers du système social global a fait l'objet d'une analyse d'ensemble sous la plume, entre autres, du sociologue américain Immanuel Wallerstein. Pour désigner cette structure fonctionnelle, il parle de « système-monde moderne ». J'utilise quant à moi le concept métaphorique de « mégamachine » forgé par l'historien Lewis Mumford⁸ (1895-1990). La « machine » ne désigne pas ici un appareil technique, mais une forme d'organisation sociale qui semble fonctionner comme une machine. J'utilise le verbe « sembler » car, quelles que soient les contraintes systémiques, cette machinerie est seulement faite, en dernière instance, d'êtres humains qui la font marcher chaque jour et peuvent également – du moins dans certaines conditions – cesser de le faire.

Les limites du système

La mégamachine bute au XXI^e siècle, telle est l'une des thèses centrales de ce livre, sur deux limites qui, combinées l'une à l'autre, sont au fond insurmontables. La première limite

est immanente au système : depuis près de quatre décennies, l'économie globale se dirige vers une crise structurelle inexplicable par les conjonctures cycliques habituelles. Cette crise n'est dissimulée que par un endettement en croissance permanente de tous les acteurs, et par des bulles financières qui éclatent en entraînant des crises économiques toujours plus profondes (voir le chapitre dix). En même temps, les pans de la population auxquels le système offre une certaine sécurité matérielle sont toujours plus petits. Les deux cents plus grandes multinationales concentrent certes 25 % du produit social mondial, mais n'emploient plus que 0,75 % de la population mondiale⁹. Une part toujours plus grande de l'humanité vit en marge du système économique, et ce non seulement dans les zones périphériques, mais également au cœur même des régions qui orchestrent l'accumulation ; c'est ce qu'ont récemment illustré le déclin des classes moyennes et la faillite des pays d'Europe du Sud. Cette crise structurelle est corrélée à une autre évolution : après un intermède relativement court de politique sociale visant à assurer le bien-être de leur population, de nombreux États tendent à redevenir les organisations militaires et policières répressives qu'ils avaient été à des époques antérieures. En même temps que diminue la capacité de la mégamachine à offrir des perspectives d'avenir aux gens, s'effondre aussi la croyance suscitée par son mythe. Le ciment idéologique – ce que le philosophe italien Antonio Gramsci appelait l'« hégémonie culturelle » – se fissure de plus en plus clairement.

La seconde limite, encore plus importante, vient de ce que la mégamachine n'est qu'un élément au sein d'un système plus grand qui l'englobe et dont elle dépend : la biosphère de la planète Terre. De nos jours, nous sommes déjà témoins de la manière dont la croissance explosive de la grande machine bute sur les limites imposées par ce système de niveau supérieur, limites qui peuvent certes être repoussées jusqu'à un certain point, mais pas à l'infini.

La conjonction des crises écologiques et sociales entraîne une dynamique extrêmement complexe et chaotique faisant qu'il est, en principe, impossible de prévoir à quoi ce processus va aboutir. Ce qui est néanmoins clair, c'est qu'un bouleversement radical et systémique est inévitable – et qu'il a déjà en partie commencé. Il ne s'agit pas seulement de dépasser le néolibéralisme ou de trouver des substituts à certaines technologies (même s'il faudra aussi en passer par là) ; il faudra transformer les fondements mêmes de notre civilisation. La question n'est pas de savoir *si* une telle transformation aura lieu – ce sera forcément le cas, qu'on le veuille ou non –, mais *comment* elle se déroulera et quelle direction elle prendra.

La mégamachine n'est pas le premier système à s'effondrer dans l'histoire de l'humanité, mais elle est de loin le plus grand, le plus complexe et le plus dangereux. Elle s'est dotée d'un arsenal d'une puissance de destruction inouïe et est en train d'endommager les grands systèmes qui assurent la vie sur Terre, au point de menacer notre existence : le système climatique, les règnes végétal et animal, les sols, les forêts,

les mers, les rivières et les aquifères. La civilisation industrielle a d'ores et déjà déclenché la plus grande extinction d'espèces depuis la disparition des dinosaures il y a 66 millions d'années. Le chaos climatique qui commence à régner menace en même temps de rendre inhabitables des régions entières et, par là, d'intensifier massivement les conflits. La question de la manière dont se fera la transformation et de la direction qu'elle prendra est par conséquent une question de vie ou de mort pour une grande partie de la population mondiale. Les modalités du bouleversement systémique et les directions qu'il prendra décideront du monde dans lequel nous et nos descendants vivrons dans la seconde moitié de ce siècle : un monde encore plus imprégné de misère et de violence que celui d'aujourd'hui, ou un monde qui sera plus juste et libre que celui que nous connaissons. À cet égard, l'instabilité croissante du système global entraîne une situation exceptionnelle dans laquelle même des mouvements d'amplitude relativement faible peuvent avoir une grande influence sur le processus d'ensemble et ses résultats. Cela peut être autant une bonne nouvelle qu'une mauvaise. L'essor rapide de mouvements d'extrême droite et de courants fondamentalistes ainsi que le renforcement des tendances qui nous conduisent vers des États policiers montrent que les forces totalitaires peuvent aussi s'emparer de structures économiques et politiques qui s'effritent. Dans une telle situation, nous avons tous un rôle à jouer. Rester spectateur n'est pas une alternative, car même la passivité

est une résolution qui contribuera à décider de l'issue du processus.

Structure du livre

Afin de bien comprendre la genèse et le fonctionnement de la mégamachine, il faut revenir sur sa préhistoire. Le livre est donc structuré en deux parties dont les horizons historiques sont différents : la première (chapitre un à cinq) embrasse du regard une période de cinq millénaires tandis que la seconde (chapitre six à onze) se concentre sur les cinq derniers siècles.

Le premier chapitre explore l'évolution du pouvoir militaire, économique et idéologique en remontant à ses origines en Mésopotamie. Le deuxième chapitre examine le rôle particulier que le « complexe métallurgique » a joué dans cette histoire, en constituant la matrice de l'industrie militaire comme des premiers systèmes monétaires. Consacré à l'émergence des premiers marchés, le troisième chapitre montre que l'économie monétaire n'est pas née, comme le veut le mythe, du libre-échange, mais de la logique de la guerre et de l'esclavage. Le quatrième chapitre examine l'impact du déploiement du pouvoir sur la vie sociale et l'imaginaire collectif. La naissance du christianisme et de la pensée apocalyptique – qui devait tant marquer la civilisation occidentale – ne peut être comprise qu'à partir de

l'expérience de l'impuissance imposée à la plupart des êtres humains dans les empires antiques. Le cinquième chapitre analyse les racines de l'idéologie missionnaire en Occident, de l'apôtre Paul jusqu'aux croisades.

La seconde partie du livre raconte comment le système-monde moderne s'est constitué en réaction aux mouvements égalitaires qui se sont massivement diffusés en Europe à la fin du Moyen Âge et au début des Temps modernes (chapitre six) ; comment sont nées les premières sociétés par actions, extrêmement militarisées, et comment l'accumulation monétaire, dans les centres financiers que furent Gênes, Augsbourg, Amsterdam et Londres, est devenue le moteur de l'expansion coloniale et même des génocides commis dans les Amériques (chapitre six) ; comment l'espace, le temps et l'humain ont été peu à peu soumis au regard pénétrant de l'État et de la mise en valeur du capital, et comment sont apparues les institutions disciplinaires que sont l'armée, l'école et le travail aliéné (chapitre sept) ; et comment le recours aux carburants fossiles a soudainement fait faire un bond en avant au système, provoquant une expansion qui a repoussé – au moins provisoirement – les limites écologiques (chapitre huit).

Dans cette histoire, la question de la démocratie joue un rôle central. Car la logique intrinsèque de la mégamachine est fondamentalement incompatible, telle est la thèse du neuvième chapitre, avec la démocratie véritable, au sens de l'auto-organisation ; c'est pour cette raison qu'elle n'a jusqu'à

présent permis que des formes limitées de participation au processus de décision politique. La quête de formes de démocratie allant au-delà de ces limitations est donc une question clé, systémique, dont on peut suivre les traces depuis les révolutions européennes jusqu'à nos jours, en passant par les luttes de libération dans les colonies et la « révolution mondiale de 1968 » (chapitre dix). Sortir de la mégamachine et ainsi de la logique capitaliste d'accumulation sans fin est inextricablement lié à la question de l'auto-organisation démocratique (chapitre onze). La postface tente de déchiffrer la situation créée par la pandémie de coronavirus à l'aide des thèses développées dans le livre, afin d'éclairer les tendances actuelles, en ce moment pivot de notre histoire.

Compte tenu du sujet de ce livre, il a fallu sélectionner le matériel historique et le cadre géographique d'analyse. Tandis que la préhistoire de la mégamachine se déroule essentiellement au Proche-Orient et dans l'espace méditerranéen, la seconde partie du livre analyse l'expansion du système-monde moderne depuis l'Europe vers le reste du monde.

Ce livre n'est donc pas une histoire universelle. Il raconte l'histoire d'un système social déterminé qui, dans une perspective plus large, ne constituerait qu'un fragment minuscule. Si tant est que nous ayons un avenir, il se pourrait que la mégamachine apparaisse un jour n'avoir été qu'un intermède dans l'histoire de l'humanité qui, elle, se compte en centaines de milliers d'années.

Première partie
LES QUATRE TYRANNIES

1.

POUVOIR

Les quatre tyrannies et les racines de la domination

Vous adorerez être au pouvoir !

Règles du jeu vidéo
Civilisation IV

Si l'on reporte sur une journée le temps passé depuis la première apparition archéologiquement attestée d'*Homo sapiens* il y a deux cent mille ans, l'époque où l'humanité a vécu exclusivement de la chasse et de la cueillette occupe presque vingt-trois heures. En revanche, l'époque qui commence avec l'agriculture il y a dix mille ans – la « révolution néolithique » – ne dure qu'une heure. Les chasseurs-cueilleurs vivaient et vivent en petites bandes relativement égalitaires : en matière de chasse, la coopération est une nécessité vitale¹. Le passage à un mode de vie sédentaire basé sur l'agriculture autorise par contre des formes d'organisation bien plus vastes et permet, dans certaines conditions, à quelques individus d'accumuler de plus grandes richesses – ce que ne pouvaient faire les chasseurs-cueilleurs nomades qui devaient pouvoir facilement transporter leurs biens. La sédentarisation est considérée comme l'une des conditions pour que les couches et les classes sociales se forment ; pourtant, elle est loin d'être la cause unique de la stratification sociale et n'en est peut-être même pas le facteur décisif. Jusqu'au début de l'âge du bronze, entre 4000 et 3000 av. J.-C., les fouilles archéologiques dans les régions où le mode de vie sédentaire dominait montrent peu de traces de distinctions sociales tranchées ou d'organisation hiérarchique élaborée². Même dans la plus grande agglomération néolithique découverte à ce jour, Çatal Höyük en Anatolie, qui comptait autour

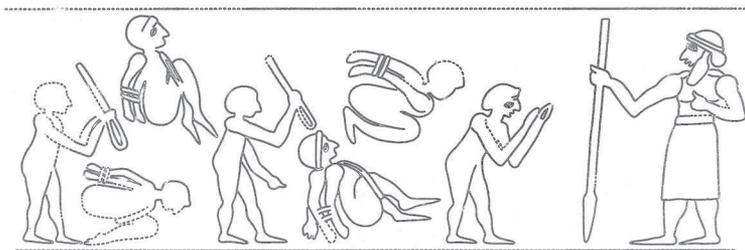
de trois mille habitants vers 6000 ans av. J.-C., toutes les maisons font presque la même taille. Il n'y a ni palais, ni temple central. Pas plus que la moindre trace de dispositifs militaires de plus grande envergure³. Près du golfe Persique, là où se forme le delta du Tigre et de l'Euphrate, les humains ont aussi vécu sédentaires plus de quatre mille ans dans des conditions relativement égalitaires. Ils obtenaient de quoi se nourrir par un mélange de chasse et de cueillette, auquel s'ajoutait, dans une mesure restreinte, la domestication des plantes et des animaux⁴.

La situation bascule au début de l'âge du cuivre et du bronze. Cette bifurcation se voit par exemple à l'évolution des cultures préhistoriques qui se sont développées dans les cités lacustres autour du lac de Constance, dans le sud de l'Allemagne : si les premiers habitants recouraient à peu près aux mêmes technologies reposant sur l'usage du bois et de la pierre – ressources accessibles à tout le monde –, l'introduction des métaux, en particulier du bronze, a coupé la société entre la minorité qui était en mesure de se procurer et de travailler le bronze, et les autres qui n'y avaient pas accès. Tandis que certains étaient équipés de luxueuses armures en bronze, les autres n'en disposaient pas. Quand les restes de repas de l'époque précédant le bronze montrent que tous mangeaient à peu près la même chose, il y a des différences considérables à l'âge du bronze : les uns se nourrissaient principalement de céréales, les autres (ceux qui disposaient du métal) les complétaient par de grandes quantités de poisson.

L'émergence de telles inégalités accompagne toujours le passage à l'âge du bronze : en Mésopotamie et en Égypte tout comme, presque mille ans plus tard, en Europe centrale et sur les rives du fleuve Jaune en Chine⁵.

Entre la période d'égalité relative qui constitue la plus grande partie de l'histoire humaine et l'émergence de la stratification sociale et des relations de domination, ont lieu des changements décisifs qui sont loin de ne concerner que le travail des métaux. Le passage à l'âge du bronze est le moment où sont posés les fondements de ce que nous appelons aujourd'hui « civilisation ». C'est dans la région mésopotamienne de Sumer, autour du golfe Persique, que sont développés vers 3200 av. J.-C. les premiers systèmes d'écriture, à partir de signes qui étaient imprimés sur les biens avec des sceaux⁶. C'est aussi là qu'à la même époque apparaissent les premières villes et, avec elles, les premiers États. Çatal Höyük était encore un gros village avec quelques milliers d'âmes, mais Uruk, avec ses 50 000 habitants, constitue déjà une ville avec une division du travail complexe et une administration. Dans un premier temps, il n'y a pas eu de grandes différences sociales et juridiques au sein de ces cités-États. Mais peu à peu, une oligarchie de familles riches s'est développée. Les grands temples constituaient le centre de ces premières villes : leurs administrateurs avaient pour mission d'organiser la production agricole et artisanale, et de la redistribuer aux habitants. À la différence des précédentes cultures sédentaires de la région, l'alimentation était avant

tout basée sur les céréales. Comme l'anthropologue James C. Scott l'a montré, une agriculture centrée sur les céréales est, contrairement au régime alimentaire mixte de l'habitant des régions humides, très propice à la mise en place de systèmes fiscaux et à la centralisation du pouvoir étatique⁷. Au bout de quelques siècles, une autre structure centrale apparaît près du temple : le palais royal. En 2800 av. J.-C., toutes les cités-États sumériennes – Eridu, Uruk, Nippur, Lagash, Kish, Ur – s'étaient déjà transformées en royaumes dirigés par un *lugal* qui disposait de plus en plus d'un pouvoir despotique.



Le maître d'Uruk face à des prisonniers enchaînés (vers 3000 av. J.-C.).

Les *lugal* étaient à l'origine des chefs de guerre qui, au fil des innombrables conflits qui opposaient les cités-États, se sont approprié les fonctions de direction militaire. Ces conflits se multipliaient à mesure que les richesses en nature et en métaux précieux s'amassaient derrière les murs des villes fortifiées, dans les réserves des temples et des palais. Pour défendre ces trésors (ou s'en approprier d'autres), les

lugal n'étaient d'abord investis que pour une durée limitée. Mais ils sont peu à peu parvenus à transformer leur position en une domination perpétuelle. Le Temple redistributeur et la dictature militaire ont fusionné pour donner lieu au premier État autoritaire. C'est au plus tard à ce moment-là que l'État fut en mesure, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, d'exercer un *pouvoir de contrainte* sur ses ressortissants, ce qui se manifeste clairement dans le droit du souverain d'infliger la peine de mort. L'un des premiers textes à parler de ce pouvoir de contrainte est l'épopée de Gilgamesh, rédigée au XXIV^e siècle av. J.-C. Elle conte l'histoire de l'un des premiers rois d'Uruk, « deux tiers divins, un tiers humain » :

Gilgamesh ne laisse pas le fils à son père [...].
Gilgamesh ne laisse pas la fille à son mari [...].
Rien de comparable au choc de ses armes [...].
Il opprime les guerriers d'Uruk comme un tyran [...].
C'est pourtant lui, le pasteur d'Uruk-l'Enclos⁸.

Les trois tyrannies

Comment en est-on arrivé à ce changement social radical qui a déterminé l'histoire jusqu'à aujourd'hui ? Pourquoi la plupart des humains ont-ils *accepté* que se constituent des élites qui règnent sur eux et s'emparent d'une partie de leurs revenus, sous forme d'impôts, pour financer des armées et

construire des palais colossaux ? Pourquoi les humains ont-ils admis que ces élites puissent régler leurs rapports et même disposer de leur vie ? Comment et pourquoi, pour le dire en un mot, les humains ont-ils appris à *obéir* ? Car avant l'émergence des États et des armées autoritaires, avant l'introduction du travail forcé et de l'esclavage, les sociétés ne reposaient pas sur le mécanisme du commandement et de l'obéissance. Les plus âgés d'une bande de chasseurs-cueilleurs avaient certes du prestige et de l'autorité, ils pouvaient essayer d'imposer leur volonté, mais ils ne disposaient d'aucun pouvoir, ils ne pouvaient pas *commander*.

Le sociologue britannique Michael Mann a attiré l'attention, dans *The Sources of Social Power*, sur le fait que l'émergence d'une « civilisation » – et donc du pouvoir et de la domination – n'était absolument pas une évolution naturelle et inévitable, mais constituait du point de vue historique une exception étonnante⁹. Dans presque toutes les sociétés organisées de manière non étatique, il y a des mécanismes pour empêcher la concentration du pouvoir. Même les premières cités-États sumériennes témoignent de cette résistance par leur effort pour limiter le pouvoir du *lugal*.

Qu'est-ce qui a surmonté cette résistance ? Comment le commandement et avec lui le pouvoir ont-ils pu s'imposer ? Ou, pour poser la même question d'un autre point de vue : dans quelle situation les humains doivent-ils se trouver pour qu'ils en arrivent au point d'obéir à un ordre ?

En principe, il y a trois sortes de raisons qui peuvent amener un humain à exécuter un ordre. La première et la plus évidente est la peur de la violence physique : de l'humiliation, de la souffrance et, en dernière instance, de la blessure physique ou de la mort. La deuxième est la peur des conséquences économiques négatives ou de la disqualification sociale, qui peuvent aller jusqu'à la privation des moyens de subsistance. Vu de manière positive, c'est le désir d'ascension et de reconnaissance sociales. La troisième sorte de raison qui nous pousse à obéir tient au postulat qu'il serait *juste et nécessaire* qu'il y ait des humains qui commandent et d'autres qui obéissent – que ce soit parce que les commandants disposent d'un savoir supérieur ou parce que ces hiérarchies sont prévues dans l'ordre divin de la Nature.

Les types de pouvoir que j'appelle les *trois tyrannies* sont le pendant de ces motifs d'obéissance :

1. Le pouvoir physique, en particulier celui des armes. Au cours de l'histoire, ce pouvoir se cristallise entre autres dans l'État militarisé.
2. La violence structurelle, en particulier sous la forme du pouvoir socioéconomique. Ce mode d'exercice du pouvoir repose sur une répartition systématiquement inégale des droits, des biens, des revenus et du prestige. Afin que soient acceptés ces inégalités et le pouvoir qui repose sur elles, le pouvoir idéologique qui justifie de telles situations est tout aussi indispensable que le pouvoir physique, lequel peut toujours intervenir quand le pouvoir idéologique ne suffit plus.

3. Le pouvoir idéologique. Cette forme de pouvoir va de la mainmise exclusive sur l'écriture à la codification d'idéologies religieuses, morales ou scientifiques, en passant par l'« expertocratie » moderne et le contrôle des médias de masse. Il sert à légitimer – ou même à rendre invisibles – les deux premières formes de pouvoir en définissant ce qui est « vrai », « normal » et « réel ».

Dans leur synergie, ces trois formes de pouvoir constituent ce que le sociologue Max Weber a appelé « domination » : une relation intersubjective dans laquelle un commandant peut compter sur le fait d'être obéi¹⁰.

Le pouvoir physique

La *violence* physique est présente dans toutes les cultures humaines, même si c'est dans des proportions très différentes. C'est seulement quand elle peut être systématiquement mise en œuvre que nous avons affaire au *pouvoir* physique, c'est-à-dire : quand des humains peuvent durablement en contraindre d'autres par la menace de la violence physique ou le recours à elle.

Le pouvoir physique est aujourd'hui tellement omniprésent que nous le prenons presque pour naturel. Des sociétés sans prisons ni armées nous semblent utopiques. Les théoriciens de l'État au début des Temps modernes, comme Thomas Hobbes, affirmaient que le pouvoir physique de

l'État est nécessaire pour réfréner la « guerre de tous contre tous », telle qu'elle règne dans « l'état de nature » – et qu'il était donc raisonnable pour tout le monde d'accorder à l'État le monopole de la violence¹¹. Dans ce genre de théories du contrat, il y a néanmoins quelque chose qui cloche : on n'a jamais vu nulle part un État être fondé sur de tels motifs. Et dans l'histoire de l'humanité, il n'y eut pas non plus d'« état de nature » dans lequel tout le monde se faisait la guerre. L'emploi systématique de la violence ne diminue pas avec l'émergence du pouvoir d'État, sous la forme d'armées et de forces de police – au contraire, il augmente. À ce propos, Michael Mann écrit :

L'anthropologie comparée montre clairement que la sédentarisation des humains puis la civilisation accentuent la fréquence des guerres, leur degré d'organisation et leur violence, mesurée à l'aune du nombre de morts. Des études quantitatives ont révélé que la moitié des actes de guerre des peuples primitifs étaient accomplis de manière relativement sporadique, inorganisée et ritualisée, et peu sanglante, [...] alors que toutes les civilisations dont l'histoire nous a été transmise par écrit se sont livrées, de manière routinière, à des guerres très organisées et sanglantes¹².

Les États et leurs armées ne sont pas les seules institutions à organiser la contrainte physique. Les bandes de brigands et les mafias – dont même des États peuvent être issus – en font aussi partie, de même que les familles

organisées de manière autoritaire, dans lesquelles le chef de famille peut même décider de la vie et de la mort des membres de la famille, comme ce fut le cas autrefois dans l'Empire romain¹³. Dans aucune de ces formes de pouvoir, on ne demande le consentement de ceux qui y sont soumis. Au contraire, le pouvoir physique se définit justement par le fait qu'il s'exerce *contre la volonté* des subordonnés. Mais alors, comment se fait-il qu'un pouvoir systématique de l'homme sur l'homme ait pu se diffuser et se figer ?

Si nous revenons aux cités lacustres du sud de l'Allemagne et à leurs guerriers équipés d'armures en bronze, on est amené à conclure que le pouvoir physique vient de la supériorité technique que le travail du métal donne dans la construction des armes. Il ne fait guère de doute que la technique du bronze a constitué un préalable important pour rendre possible la domination sociale de l'homme sur l'homme ; car tout le monde n'avait pas le même accès aux métaux et à leur façonnage, et le fossé technologique pouvait se muer en écart de pouvoir. Néanmoins, le gain de pouvoir que procurent de telles technologies est d'abord limité, que ce soit à l'intérieur des communautés ou vers l'extérieur. Dans de petites communautés, il est difficile de monopoliser durablement une technologie, en particulier si la communauté a institué des mécanismes sociaux pour empêcher les concentrations de pouvoir. Et même quand un monopole est établi, ceux qui ont des armes inférieures peuvent facilement – du moins là où la densité de population est faible – se retirer

dans d'autres contrées et se soustraire ainsi à une domination durable. Jusqu'à nos jours, nous observons cette stratégie chez de nombreux groupes indigènes qui fuient dans des régions montagneuses ou forestières toujours plus éloignées, pour échapper au pouvoir. La sédentarisation, pourtant, a posé des bornes à cette liberté, notamment dans les vallées alluvionnaires de l'Euphrate, du Tigre et du Nil : leur fertilité extraordinaire et la forte poussée démographique faisaient qu'il y avait de bonnes raisons de rester. Michael Mann appelle ce genre de raisons les « facteurs de rétention » (*cage factors*). Ils jouent un rôle décisif dans le fait que des humains ont finalement accepté d'être dominés par d'autres. Au bord du golfe Persique, comme des recherches plus récentes l'ont montré, s'est aussi ajouté un net changement climatique : après des millénaires de temps plutôt humide, il y eut une période de sécheresse de 3500 à 2500 av. J.-C. La mer se retira, les zones humides – qui étaient jusque-là le fondement d'une alimentation diversifiée et d'un mode de vie relativement égalitaire – disparurent, les humains se concentrèrent dans des agglomérations toujours plus grandes et durent se nourrir principalement de céréales irriguées. Les conditions étaient donc idéales pour que les États en gestation puissent usurper le pouvoir sur ces territoires et sur les populations qui y vivaient¹⁴.

En outre, la capacité à *organiser* la violence physique joue aussi un rôle essentiel. L'édification de grandes sociétés structurées par la division du travail, qui rendirent possibles

l'irrigation, l'agriculture et la fabrication massive de biens par le biais d'une administration centrale, a fourni aussi le savoir-faire organisationnel pour mettre sur pied des armées. Si la portée de ce pouvoir était encore faible au début des premières civilisations, elle s'est constamment élargie jusqu'à la fin de l'Empire romain. L'armée du premier empire antique, l'Empire akkadien (vers 2300 av. J.-C.), se composait en tout de 5 000 hommes. Les troupes romaines sous l'Empire (entre le I^{er} et le IV^e siècle apr. J.-C.) comptaient en revanche des centaines de milliers de soldats. Avec la diffusion des armes à feu au début des Temps modernes, le pouvoir physique a fini par faire un bond en avant qui devait modifier la face du monde. Depuis, les moyens pour dominer et anéantir physiquement les humains se sont multipliés de manière exponentielle. Aujourd'hui, 18 000 ogives nucléaires, chacune disposant de x fois la puissance destructrice de la bombe larguée sur Hiroshima, donnent aux dirigeants des puissances nucléaires un pouvoir de vie ou de mort sur toute l'humanité.

Violence structurelle

L'émergence du pouvoir socioéconomique est plus difficile à saisir parce qu'il fonctionne de manière indirecte et, en partie, de manière invisible. Souvent, on n'est même pas conscient de ce pouvoir en tant que tel. Par exemple, celui qui cherche aujourd'hui un travail salarié pour payer son loyer ne

considère pas forcément qu'il fait l'objet d'une tyrannie, mais peut tout à fait avoir le sentiment de choisir librement. En fin de compte, le travail est volontaire – on peut démissionner à tout moment – et le loyer repose sur un accord volontaire entre parties contractantes, que l'on peut également résilier. Personne ne menace physiquement le locataire ou le salarié. Et pourtant, le travailleur ou l'employé obéit aux directives de son supérieur, même quand il réalise le travail en renâclant ou considère que les directives sont absurdes. Pourquoi ? Pourquoi accepte-t-il que son autodétermination soit à ce point limitée ? Parce qu'il sait que sinon, il perd son travail, peut-être pas dès la première objection, mais à la deuxième ou à la troisième. Et il sait en outre que sans travail, il ne peut plus payer le loyer et doit renoncer à son logement. Mais pourquoi accepte-t-il de quitter son appartement dès qu'il ne peut plus payer suffisamment ? Pourquoi *obéit-il* au bailleur qui lui somme de libérer les lieux ? Parce qu'il sait que sinon, il sera expulsé de force – et que toute résistance entraînera une escalade dans les mesures de contrainte dont il fera l'objet.

Même derrière un rapport salarial et locatif qui semble parfaitement inoffensif, dans un État de droit moderne, on retrouve donc la violence physique en bout de chaîne. En principe, tout le monde sait que cette menace latente existe, mais la chaîne est tellement longue que l'on n'est pas immédiatement conscient de la violence qui se trouve derrière. Le spécialiste de la paix et des conflits Johan Galtung a appelé

ce genre de rapports « violence structurelle » : des rapports de contrainte qui ne se manifestent pas directement par la violence physique¹⁵.

Afin que la violence structurelle puisse être durablement efficace et que la violence physique qui se trouve derrière ne soit pas visible ou ne le soit qu'occasionnellement, elle a besoin d'une certaine collaboration et même d'un large consensus dans la société. La population doit tenir certains postulats pour *légitimes*, même si l'on n'en apprécie pas les conséquences. Par exemple, l'hypothèse qu'il est légitime que quelques individus fortunés possèdent des milliers, voire des centaines de milliers de logements tandis que des millions de gens n'ont aucune propriété foncière ; qu'il est légitime de jeter à la rue quelqu'un qui ne peut pas payer assez d'argent, et par la force si besoin. Pris ensemble, ces postulats signifient qu'une propriété de ce genre est non seulement légitime, mais *qu'elle prime sur presque tous les autres droits*.

Les rapports de propriété de ce type, qui peuvent recourir à la violence pour se faire respecter, se sont historiquement développés sur des milliers d'années – et avec eux les idéologies qui les légitiment. Les racines remontent encore une fois à Sumer. Par manque de témoignages écrits, on connaît peu de choses sur les rapports de propriété dans les temps préhistoriques. Les traces archéologiques des premières cultures sédentaires, par exemple à Çatal Höyük, témoignent de rapports profondément égalitaires dans les

constructions et les sépultures ; manifestement, la propriété foncière n'était pas encore concentrée dans quelques mains¹⁶. Il est certain qu'il n'y avait pas de concept de propriété comparable au nôtre¹⁷. On peut supposer que les champs, les pâturages et les bois étaient utilisés de manière communautaire – ou que la communauté répartissait des droits d'usage sur le foncier, droits qui cependant ne pouvaient être ni vendus ni mis en gage. On retrouve aujourd'hui encore des formes similaires d'organisation économique aussi bien dans des communautés indigènes traditionnelles¹⁸ que dans les modes de gestion moderne des biens communs qui ont été systématiquement examinés par le prix Nobel d'économie Elinor Ostrom¹⁹. Même les premières cités-États de Sumer ont longtemps maintenu ce principe, en l'occurrence par le biais du Temple qui coordonnait la mise en valeur de grandes étendues et en redistribuait – d'après certaines règles – les produits aux habitants. Mais en même temps, de premières formes de propriété foncière privée se sont développées dans les mains de quelques familles. Les premiers témoignages d'achat de terre à Sumer datent du milieu du III^e millénaire av. J.-C²⁰.

Bien que les origines de la privatisation de la terre soient encore partiellement dans l'ombre, la direction prise par l'évolution historique pendant les millénaires suivants ne fait aucun doute : à mesure que la terre devenait marchandise, la propriété foncière se concentrait en peu de mains. Le summum de cette évolution fut atteint avec les

grandes propriétés foncières romaines, les latifundia, dans lesquelles s'épuisèrent des milliers d'esclaves et de saisonniers sans terre. Pline l'Ancien rapporte qu'à l'époque de Néron, la moitié des terres de la province Africa était aux mains de six grands propriétaires fonciers²¹. Les titres de propriété furent quant à eux – avec la codification croissante du droit de propriété – garantis par la violence physique organisée de l'État.

Cette vague de privatisations eut de profondes conséquences. Là où la terre était en propriété privée, ses produits l'étaient aussi. Celui qui disposait de terres nombreuses et particulièrement fertiles pouvait faire travailler les autres pour lui, ceux qui n'avaient pas de terres ou dont les terres étaient pauvres, et se consacrer quant à lui à d'autres activités, par exemple le commerce ou l'administration. Avec les excédents, on achetait aussi des esclaves qui, d'abord, étaient surtout issus des prisonniers de guerre.

La privatisation de la terre et de ses produits eut aussi une autre conséquence, qui fut d'une importance décisive pour l'extension du pouvoir de l'homme sur l'homme en général et pour la diffusion de l'esclavage en particulier : l'invention de la dette. L'anthropologue David Graeber a montré dans son livre *Dette. 5 000 ans d'histoire*, que le crédit existe dans beaucoup de sociétés, même celles qui ne connaissent pas l'argent. Dans des sociétés qui ne sont pas organisées sur le mode du marché, ces relations de crédit font partie du tissu social, elles contribuent à tisser

un réseau d'obligations réciproques. Mais cette forme de crédit présente deux différences cruciales avec le crédit commercial : *primo*, il ne doit pas être remboursé à tout prix ; *secundo*, il ne peut faire l'objet d'un commerce. Ce genre de crédit reste pris au sein d'une relation personnelle, comme le sont encore aujourd'hui les prêts entre amis²². Si quelqu'un recourait à la force pour contraindre un ami à payer ses dettes ou les vendait à un recouvreur de créances, il mettrait un terme à son amitié avec lui. Avec la privatisation de la terre et l'accumulation de richesses, une autre forme, impersonnelle, de crédit s'est donc diffusée. De riches propriétaires fonciers pouvaient prêter aux paysans pauvres une partie du grain récolté, quand leur propre production ne suffisait plus. Au début, le paysan démuné mettait souvent en gage la récolte à venir. Si celle-ci était aussi bonne qu'il l'avait espéré, le crédit pouvait être remboursé ; mais si elle était à nouveau mauvaise, le paysan devait mettre sa terre en gage – puis sa famille et lui-même pour finir. C'est ainsi que, d'un côté, la concentration des terres dans les mains d'une minorité s'est accrue et que, d'un autre côté, de plus en plus de paysans tombèrent dans la condition de travailleur dépendant et finalement d'esclave. Les femmes étaient tout particulièrement concernées : mises en gage, c'est souvent elles qui devaient payer les frais de leur personne, parfois en étant contraintes de se prostituer. Parmi les biens mercantiles le plus souvent évoqués à Sumer, après l'orge on trouve les esclaves. Ils étaient traités

comme des produits agricoles ou du bétail. C'est en tout cas ce que suggère le fait que les esclaves, dans les inventaires, étaient classés dans les mêmes catégories que les cochons ou les autres animaux domestiques²³. L'anthropologue Guillermo Algaze le formule ainsi : « Les premiers villageois du Proche-Orient ont domestiqué les animaux et les plantes. Les institutions urbaines d'Uruk ont quant à elles domestiqué les êtres humains²⁴. » C'est l'un des secrets de famille les plus sales de la civilisation qu'elle repose sur l'introduction systématique de l'esclavage.

La dette incarne la violence structurelle par excellence, surtout quand son recouvrement est imposé *à tout prix*. L'endettement, avec l'appauvrissement et l'asservissement qui l'accompagnaient, devint l'un des pires fléaux des peuples pendant les trois mille ans qui ont précédé la naissance de Jésus-Christ. De nombreuses révoltes avaient pour revendication centrale l'annulation des dettes ; et presque tous les souverains des premiers grands empires se sont vus contraints de décréter régulièrement des remises de dettes, pour sauver leur système de l'effondrement²⁵ – en fin de compte, les armées n'étaient pas encore suffisamment puissantes pour mater durablement les révoltes dans le sang. C'est à cette tradition qu'appartient aussi le jubilé biblique qui prévoit une annulation de toutes les dettes tous les sept fois sept ans – et la restitution de leurs anciennes propriétés aux paysans sans terre²⁶.

Pouvoir idéologique

La troisième sorte de domination de l'homme sur l'homme a également pris forme à Sumer entre la fin du IV^e et le début du III^e millénaire av. J.-C., avec l'apparition d'une couche d'experts bénéficiant d'un accès privilégié au savoir et la formation d'une religion autoritaire qui s'est développée main dans la main avec la royauté.

Dans son livre *Tristes tropiques*, l'anthropologue français Claude Lévi-Strauss écrit : « La fonction primaire de la communication écrite est de faciliter l'asservissement²⁷. » Cette affirmation est déconcertante, car nous associons à l'écriture des chefs-d'œuvre comme l'*Orestie* d'Eschyle ou des conquêtes comme la Déclaration universelle des droits de l'homme. Néanmoins, l'écriture n'est pas apparue pour immortaliser des œuvres dramatiques ou des principes éthiques, mais comme une technique logistique²⁸. Les plus anciens textes transmis consistent exclusivement en inventaires faisant la liste des biens, de leur quantité et de leur valeur d'échange. Et comme nous l'avons déjà vu, là où les esclaves étaient traités comme des marchandises, l'écriture a servi dès le début à l'organisation de leur exploitation. Ces listes étaient dressées par des scribes professionnels au service du Temple – et plus tard aussi du Palais. Leur mission consistait à coordonner la production et la distribution dans une économie centralisée. L'apprentissage de l'écriture a suscité

les toutes premières écoles et ceux qui les ont fréquentées ont formé une couche privilégiée qui devint vite indispensable pour assurer la logistique de la domination²⁹.

L'écriture a permis également de consigner les titres de créance sur des tablettes d'argile, puis sur des papyrus et des parchemins. Non seulement cela a renforcé le rapport d'endettement, mais cela a aussi permis que les créances deviennent un objet de commerce – ce qui préfigurait les monnaies de papier et les dérivés de crédit modernes. Le rapport entre débiteur et créancier devint plus abstrait. S'il pouvait encore y avoir auparavant une relation personnelle empêchant le créancier de faire prévaloir ses exigences de manière impitoyable, désormais le détenteur d'un titre de créance ne connaissait en général plus le débiteur et sa famille, ce qui raccourcissait le chemin menant à l'esclavage pour dettes. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les registres de dettes aient été si souvent la cible de révoltes dans l'Antiquité³⁰.

Ensuite, l'écriture a servi aussi à codifier le droit. La compilation juridique mésopotamienne la plus connue, le Code de Hammourabi du XVIII^e siècle av. J.-C., aborde longuement le droit de propriété et les dettes. À mesure qu'ils étaient codifiés et garantis, ces droits ont pris effectivité grâce au soutien de l'État et de son pouvoir physique organisé. Dès le début, la codification écrite du droit est donc une arme à double tranchant : d'un côté, les citoyens sont protégés de l'arbitraire et jouissent d'une certaine sûreté juridique, du

moins en théorie ; mais de l'autre, les rapports de pouvoir en vigueur sont fixés, légitimés et systématisés de manière durable. L'écriture peut donc aussi servir à inscrire l'injustice dans l'ordre juridique.

Au cours des siècles, l'écriture a eu bien d'autres fonctions, notamment celle de consigner les mythes et les épopées dans lesquels les couches dominantes exposaient leur vision du monde. L'écriture a permis aux membres des castes qui savaient lire et écrire de graver dans le marbre leurs représentations métaphysiques de l'univers et de leur conférer ainsi une assise durable aussi bien qu'une singulière autorité. Face à des textes ciselés dans la pierre ou imprimés dans l'argile, textes dont les rédacteurs se réclamaient éventuellement d'une inspiration divine, la transmission orale était en difficulté. Sans écriture, sans livres sacrés, les prétentions à la vérité universelle élevées par certaines religions auraient été impossibles. Cependant, le mot écrit ne tire pas son autorité seulement du scribe qui l'écrit et de son commanditaire, mais aussi du fait qu'il a besoin d'être interprété par quelqu'un qui s'y connaît. Entre les spécialistes qui débattent de l'exégèse des textes et les profanes qui n'ont pas droit de parole, un fossé se creuse qui caractérise autant la théologie que les formes modernes d'expertocratie.

L'écriture n'est toutefois pas restée au cours de l'histoire un privilège des élites. Les premiers prophètes bibliques qui s'insurgeaient contre l'exploitation et l'oppression de la part des propriétaires fonciers et des monarques s'en sont

servis autant que les classes dominantes elles-mêmes. Depuis, l'écriture est un terrain disputé. Tout comme l'imprimerie, les médias audiovisuels et l'Internet bien plus tard, elle peut servir à légitimer la domination ou à en démonter les rouages. Il ne faut donc pas s'étonner que le contrôle de cet instrument soit encore et toujours une préoccupation centrale des pouvoirs étatiques autant que des puissances économiques. Dans les États industrialisés qui se réclament d'une tradition libérale, la majorité des gens savent lire et écrire, et peuvent exprimer plus ou moins librement leur opinion ; mais pour la diffuser, il leur faut passer à travers les filtres des maisons d'édition, des agences de presse et des chaînes de radio (même s'ils sont devenus plus poreux à l'ère d'Internet). Une grande partie des médias sont possédés soit par l'État, soit par de grandes entreprises privées, et se trouvent ainsi aux mains des principaux acteurs du pouvoir physique et économique.

L'invention du Dieu-souverain

Avec l'apparition des hiérarchies sociales à Sumer et peu après en Égypte, le cosmos métaphysique change lui aussi radicalement. En l'absence de témoignages écrits, les seuls indices que nous ayons sur les représentations et les pratiques religieuses de l'époque préhistorique viennent soit des fouilles archéologiques, soit d'analogies avec d'autres cultures dont nous pouvons supposer que, parce qu'elles ont un mode de

vie similaire, leur imaginaire leur est aussi apparenté. Malgré toutes les incertitudes qui grèvent notre connaissance de la préhistoire, une chose au moins saute aux yeux : il *manque* quelque chose dans les témoignages de cette époque. Nulle part nous ne voyons représenté un souverain surhumain, un être que nous pourrions qualifier de « Dieu ». L'idée d'un Dieu-souverain n'apparaît dans l'histoire qu'au moment où la domination terrestre se forme et se consolide. Des peintures rupestres paléolithiques dans les grottes de Lascaux et de Chauvet (France) jusqu'au site de Lepenski Vir (Serbie) en passant par les fresques de Çatal Höyük, on ne voit jamais de figures masculines qui trônent en maîtres, comme on en trouvera par la suite dans tous les panthéons. En lieu et place, il y a des représentations d'animaux, des personnages qui dansent et divers types de figures féminines dont les plus connues sont la « Déesse-mère » et la « déesse des dolmens »³¹. La situation change radicalement avec l'apparition des premiers États à Sumer. Un hymne au dieu sumérien Enlil de la fin du III^e millénaire illustre bien la manière dont la domination terrestre a servi de modèle pour élaborer les représentations métaphysiques du monde :

Enlil dont les ordres parviennent au loin, à la parole sainte ;
le seigneur à la décision immuable [...]. Enlil qui est assis au
large sous la blanche Estrade, sous l'estrade sublime [...]. Lui
devant qui les dieux de la terre s'inclinent terrifiés. Devant qui
s'humilient les dieux du ciel³².

Tel un souverain terrestre, Enlil dispose aussi d'un trône et d'un empire, sa volonté est « faite », il décide de la vie et de la mort, il est en mesure d'infliger des peines, d'accorder sa grâce, de pardonner les fautes et de remettre les dettes – deux choses intimement liées³³. La projection de la cour du roi dans les cieux est tellement évidente que l'on peut se demander si les contemporains ont vraiment pris au sérieux une manœuvre aussi limpide. De fait, tout porte à croire que la religion d'État n'était pas vraiment populaire et qu'elle a d'abord été célébrée uniquement par les élites, tandis que le gros de la population conservait de plus anciennes traditions³⁴. Ce schéma peut être observé aujourd'hui encore : même dans le christianisme, ce qu'on appelle la piété populaire a en général, là où elle s'est maintenue, un autre caractère que la religion officielle des classes dominantes. Elle conserve beaucoup de références préchrétiennes, voire préhistoriques, qui ne mettent pas en avant les idées de commandement et d'obéissance. Jusqu'à présent, les grandes religions ont hébergé deux types très différents de religiosité qui se reflètent dans l'opposition polémique de la « foi » et de la « superstition ». (À l'époque romaine, le terme *religio* désignait l'accomplissement des rituels officiels, y compris ceux du culte de l'empereur, alors que *superstitio* faisait référence à des cultes extatiques et difficilement contrôlables, qui n'ont jamais cessé de faire l'objet d'interdits.) Voilà pourquoi il serait sûrement faux de supposer une rupture historique nette dans

l'imaginaire collectif, qui se serait faite en quelques siècles. Il s'agit bien plutôt d'un processus qui, en même temps que le pouvoir renforçait sa domination sur terre, s'est approfondi au cours des millénaires et finalement – quand la domination terrestre est parvenue à son zénith avec l'Empire romain – a atteint son apothéose dans la représentation d'un Dieu *tout-puissant*, telle qu'elle caractérise les religions monothéistes et tout particulièrement le christianisme.

Ce changement de système métaphysique est d'une immense portée pour l'imaginaire collectif. À la place de forces qui entrent en relation avec les humains en se situant à leur niveau – ancêtres, « esprits » ou « forces élémentaires » – apparaît un système pyramidal qui repose sur les idées de commandement et d'obéissance, et ainsi sur l'idée de l'exercice linéaire du pouvoir.

Ce mode de pensée s'est maintenu malgré tous les mouvements de sécularisation et de démocratisation qui ont transformé les sociétés ; jusque dans la civilisation technocratique actuelle, nous sommes imprégnés de cette représentation du cosmos. Comme nous le verrons au chapitre sept, l'homme dominateur qui se soumet la terre par la science et la technique a remplacé, au cours des Temps modernes, le Dieu-souverain. Ce qui caractérise aussi bien la version théologique de la toute-puissance que sa variante technocratique, c'est l'idée que la nature – même la nature humaine – doit et peut être dominée. De même que le roi donne des ordres à

ses sujets et que Dieu commande à ses créatures, l'ingénieur règne sur la nature qui se plie à sa volonté.

La quatrième tyrannie

On voit ainsi qu'une quatrième tyrannie résulte des trois précédentes : la tyrannie de la pensée linéaire. Cette dernière repose sur l'hypothèse que le monde obéit à des lois de cause à effet qui peuvent être calculées – ce qui signifie qu'il peut être dominé. Une *actio* A engendre de manière prévisible une *reactio* B. Souvent, cette hypothèse se révèle plausible dans le monde de la matière inerte : le coup du marteau façonne le métal d'une manière qui peut être anticipée ; le mouvement d'une boule de billard se transmet à une autre d'une manière que l'on peut calculer, et l'énergie avec laquelle la seconde boule se meut est proportionnelle à celle avec laquelle la première l'a heurtée ; l'orbite d'un satellite d'observation peut être prédéterminée par une série d'allumages programmés, etc.

Si ces hypothèses ont permis de dominer avec succès la matière inerte, elles induisent en erreur en ce qui concerne les êtres vivants. Je peux certes essayer de déplacer un être humain comme s'il s'agissait d'une boule de billard, mais je serai alors forcé de constater que la personne en question réagit de manière étrange et que je ne peux pas vraiment contrôler ses mouvements, du moins tant qu'elle est en vie et